

Service social



***Des communautés actives*, par Jean-Bernard Robichaud et Claude Quiviger, Moncton, Michel Henry, éditeur, 1990, 236 pages.**

Jean-Louis Gendron

Volume 39, numéro 2, 1990

Les problèmes sociaux

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/706489ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/706489ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

École de service social de l'Université Laval

ISSN

1708-1734 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gendron, J.-L. (1990). Compte rendu de [*Des communautés actives*, par Jean-Bernard Robichaud et Claude Quiviger, Moncton, Michel Henry, éditeur, 1990, 236 pages.] *Service social*, 39(2), 238–240. <https://doi.org/10.7202/706489ar>

Tous droits réservés © Service social, 1990

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Des communautés actives, par Jean-Bernard ROBICHAUD et Claude QUIVIGER, Moncton, Michel Henry éditeur, 1990, 236 pages.

Si l'analyse de la société, de plus en plus, se dit en chiffres, ce volume en est une illustration brillante. Il fournit en effet un nombre impressionnant de données statistiques, d'analyses quantitatives, de tableaux chiffrés... Aussi, le lecteur préoccupé de gestion de projet ou désireux de mesurer la vitalité des centres communautaires à l'aune de leurs réalités budgétaire, territoriale, administrative ou organisationnelle y trouvera facilement pâture. Par contre, le théoricien, le philosophe, le militant et surtout l'intellectuel impressionniste préféreront chercher en d'autres lieux la source de leur jouissance intellectuelle !

Des communautés actives est un rapport de recherche qui rend compte de façon descriptive et comparative de la réalité factuelle des centres communautaires locaux de services sociaux et de santé, dans les dix provinces du Canada, en 1988. Les auteurs de l'ouvrage, Jean-Bernard Robichaud et Claude Quiviger, œuvrent au Conseil canadien de développement social en tant que spécialistes des politiques sociales. Ils analysent ici 368 centres, allant des centres locaux de services communautaires (CLSC) du Québec, aux coopératives de santé de la Saskatchewan, en passant entre autres par les dix centres communautaires de l'Île du Prince-Édouard et les quarante-neuf de l'Ontario. Donc une vaste étude, riche en informations de toutes sortes, mais réservée à un public intimement lié à la gestion et au développement des services sociaux et de santé.

Voyons quelle est la structure de l'ouvrage et son contenu.

Ce qui frappe d'abord, c'est le cadre conceptuel. Les auteurs empruntent aux théories américaines de l'organisation communautaire les principales définitions qui serviront ensuite à circonscrire leur démarche. Ainsi, par exemple, la notion de communauté qui, théoriquement, constitue le noyau dur de l'étude, est tirée textuellement du livre que Roland L. Warren publiait en 1966 (*The Community in America*, Rand-McNally and Company, 1966, p. 9). De même en est-il de l'ensemble conceptuel sur lequel repose toute l'étude. Qu'il s'agisse des postulats idéologiques, de la notion de changement social ou des processus d'intervention, le recours à la notion américaine classique de l'organisation communautaire y est clairement et toujours omniprésente.

Ce qui frappe ensuite, c'est la méthodologie. D'entrée de jeu, les auteurs nous disent la difficulté de cerner un univers aussi volatile et diffus que celui de ces centres communautaires qui naissent, meurent, se transforment au rythme des allocations budgétaires, de leurs leaderships éphémères, de leurs institutionnalisations et désinstitutionnalisations. Des 1 166 centres identifiés au départ, environ le tiers, soit 368 seront, de fait, analysés. Modestes, les auteurs nous préviennent des limites de cette représentativité. Ils ont raison de le faire. Tout comme ils ont raison toutefois, de nous dire que, malgré cette difficulté, leur analyse demeure largement valable au plan scientifique. En effet, tant la répartition des centres par province que la collecte des données et l'analyse sophistiquée des réponses aux questionnaires font d'emblée la preuve que cette étude est valide et reflète avec fidélité la réalité sociale des centres étudiés. Donc, malgré ses limites, une démarche méthodologique que l'on ne saurait ni condamner, ni même critiquer trop sévèrement.

Après le cadre conceptuel et la méthodologie vient la présentation des faits observés. Méthodique, classée, chiffrée, cette section de l'ouvrage nous

entraîne d'abord dans la présentation des caractéristiques générales des centres. Leur ancienneté, leur création, leur territoire, leur statut public ou privé, leur clientèle, autant d'éléments généraux brossés dans un tableau impressionnant de réalisme. Nous apprenons, entre autres, que la plupart de ces centres sont jeunes : près de la moitié ont dix ans ou moins. Nous apprenons aussi qu'ils sont largement créés par des instances privées, qu'ils desservent majoritairement des populations urbaines, que la province où ils ont feu et lieu est un déterminant de leurs principales caractéristiques et que les services offerts par les centres ont, dans 52 % des cas, un caractère social.

Après les caractéristiques générales, suivent d'assez longues analyses qui, au cours des huit chapitres suivants, nous font traverser la question des services, celle des ressources humaines, de l'accessibilité, de la participation et de la situation financière. Et toujours cette même présentation des données, objective, claire, systématique... Les conclusions analytiques sont nombreuses, limpides et souvent surprenantes. On apprend, par exemple, que ces centres, désireux d'être disponibles à leurs clientèles, ont parfois du mal à offrir une « accessibilité générale élevée » (sic) ou à étendre le processus de participation des membres au-delà des frontières du conseil d'administration. Quant aux modes de financement, comme il fallait s'y attendre, ils offrent de modestes budgets, et le financement provincial, à caractère public, est plus important que celui provenant d'autres sources.

La comparaison interprovinciale qui vient ensuite, fait l'objet d'un très long chapitre où des tableaux provinciaux, construits de façon identique, établissent un parallèle entre les données relatives à une province spécifique et les données relatives à l'ensemble des autres provinces. Chaque tableau comprend cinquante données et, comme il y a dix provinces, 500 comparaisons sont faites. Pour 72 % de ces comparaisons (i.e. 360), les écarts entre provinces sont non significatifs, ce qui indique un degré d'homogénéité assez grand des centres dans tout le Canada. Quant aux différences significatives, elles ont trait principalement au nombre de postes dont un centre peut disposer et à l'importance relative des budgets, ces deux variables déterminant largement la taille de l'organisme. Au Québec, les CLSC contribuent à faire monter le nombre de postes et l'ampleur des budgets, les organismes communautaires privés y étant, de façon relative, moins bien pourvus.

Viennent finalement un dernier chapitre intitulé « Perspective » et une courte conclusion où les auteurs quittent le terrain du quantitatif pour rendre compte de certaines questions d'opinion et de perception que leur questionnaire avait posées aux représentants des centres.

On propose ici de regrouper autour de trois positions idéologiques, les opinions des centres quant au rôle de l'État auprès d'eux. Ces trois positions se présentent comme suit : approche néo-libérale, approche socio-institutionnelle et approche socio-communautaire. Comme il fallait s'y attendre, c'est l'approche socio-communautaire qui est la plus fortement soutenue par les répondants. C'est également dans ce chapitre que les auteurs entrouvrent la porte à la coopérative comme nouveau modèle de distribution de soins. Peu connu ailleurs qu'en Saskatchewan, ce modèle semble inciter à une certaine prudence même si ceux qui l'expérimentent s'en disent très majoritairement satisfaits.

Il faut donc dire, pour conclure, que cette étude améliore très certainement l'état des connaissances disponibles au sujet des centres communautaires canadiens. Elle le doit tout autant à un échantillonnage, impressionnant, malgré ses limites, qu'à une collecte de données systématique et à l'analyse rigoureuse de ces données.

Par ailleurs, l'approche théorique retenue et ses concepts sociologiques tirés de l'organisation communautaire américaine, ne cessent pas, tout au long de l'ouvrage, de nous interroger. Dans l'une de leurs dernières pages, les auteurs nous disent :

« Nous avons volontairement présenté les données très sommairement avec le moins d'interprétation possible. Il nous semble qu'au terme de ce travail, les données parlent d'elles-mêmes. Il devient possible de dégager certaines lignes de force du phénomène étudié » (p. 216).

Oui et non. Le souci d'objectivité et de scientificité des auteurs est évident. Mais les données ne parlent pas nécessairement d'elles-mêmes. Elles parlent parfois le langage d'une autre culture. La notion de communauté à laquelle on se réfère remonte à 1966, aux États-Unis. Est-elle encore fiable, pour le Canada, en 1990 ? Respecte-t-elle le cheminement qui s'est fait au Québec, en organisation communautaire, depuis les premières expériences de l'animation sociale soit en milieu urbain, soit dans l'Est du Québec ou ailleurs ? Les CLSC, par exemple, sont nés de la rencontre, parfois tumultueuse, de l'État et de cette action communautaire que l'animation sociale a suscitée dans les milieux urbains. Le livre ne rend pas compte du fait que cette progéniture fut fort différente de ce qu'enseignait à l'époque l'organisation communautaire américaine. Ainsi, l'approche théorique de la communauté, du changement, du collectif surprend un peu le lecteur : les données sont classées dans des catégories conceptuelles trop aseptisées pour ne pas inquiéter. Les rapports de force auxquels le communautaire et la communauté n'échappent jamais et qui sont de l'ordre du pouvoir et du politique sont ici trop facilement évacués. Les centres communautaires ne sont pas des données de la nature, mais la résultante de longs processus de marchandage entre les forces socio-politiques agissant dans une communauté et souvent extérieures à elle. L'étude de Robichaud et Quiviger ne le dit pas assez.

Ainsi, même si l'aridité quantitative de l'ouvrage nous le rend parfois austère et malgré la modestie des auteurs devant leur échantillon, ce sont surtout les fondements théoriques qui nous ont semblé moins rassurants. Toutefois, devant un rapport de recherche aussi fouillé, bien structuré, de belle écriture, rempli de données aussi intéressantes qu'inattendues, et si l'on accepte au départ de renoncer à l'envoûtement romantique de la lecture, nous concluons qu'il s'agit là d'un ouvrage non seulement accessible et utile, mais enrichissant. Un livre que l'on est presque certain de reconsulter, un jour ou l'autre, après une première lecture.

*Jean-Louis Gendron
École de service social
Université Laval*